Le Conseil,

Vu le rapport du 8 novembre 1995, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La communauté urbaine de Lyon envisage de souscrire, à hauteur d'un plafond de 300 MF, des contrats d'ouverture de crédit affectés aux financements des dépenses d'investissement du budget principal amortis par tranches égales annuelles sur une durée maximale de dix ans.

Ces contrats de financement des investissements s'intégreraient dans la structure financière d'endettement mise en place par la Communauté.

En effet, ils permettraient à la communauté urbaine de Lyon de bénéficier, en totale conformité avec les circulaires ministérielles des 22 février 1989 et 7 février 1995, de la souplesse d'utilisation des crédits de trésorerie et de la possibilité de consolidation des montants empruntés, imputés alors en section d'investissement, après décision spécifique de l'assemblée délibérante. Ils offriraient donc une possibilité d'arbitrage sur les taux d'intérêt par rapport à la ligne de trésorerie ouverte par délibération particulière et l'endettement à long terme classique.

Ils seraient essentiellement destinés au financement de dépenses à court et moyen termes comme le portage de la TVA grevant les dépenses d'équipement.

La mise en oeuvre de ces emprunts de financement et les traductions budgétaires et comptables seraient les suivantes :

- pendant l'exercice budgétaire, les fonds prêtés seraient suivis hors budget, par le comptable, dans les comptes financiers. Les frais financiers (intérêts et commission) feraient l'objet, pour leur part, d'inscriptions budgétaires et d'imputations comptables aux comptes de charges financières habituellement utilisés (compte 671 du budget principal) ;

- en fin d'exercice au plus tard : inscription en compte 16 pour les montants consolidés avec émission d'un titre de recette correspondant, et inscription en compte 16 également pour le premier remboursement de tirage intervenant après la consolidation, sur l'exercice budgétaire suivant, au moyen d'un mandat de dépense ;

- au cours des exercices budgétaires suivants, la Communauté peut rembourser tout ou partie de sa dette d'emprunt par mandat sur le compte 16 et effectuer des tirages ou des remboursements à tout moment sur le compte 569, avec la possibilité de reconsolider au compte 16, en fin d'exercice au plus tard, la dette de trésorerie à hauteur de l'enveloppe déterminée par le tableau d'amortissement (amortissement par tranches égales annuelles sur 10 ans au plus).

Toutes les opérations de consolidation des montants empruntés ainsi que, le cas échéant, de remboursement et réouverture des crédits vous seraient alors soumises préalablement pour autorisation.

Après une large consultation d'établissements financiers, je vous propose de retenir les deux meilleures propositions, en termes financiers et de gestion, et de m'autoriser à signer à partir du 1er décembre 1995, avec chacun de ces établissements, un contrat de financement pour une durée maximale de 10 ans, selon les conditions financières suivantes :

- Banque française du commerce extérieur (BFCE) :

* montant : 140 MF

* index de variation du taux d'intérêt : T4M, TMP, TIOP 1, 2, 3, 6 ou 12 mois avec une marge de 0,05 % et une commission d'engagement annuelle de 0,05 % pendant l'utilisation au cours de l'exercice budgétaire en trésorerie et une marge de 0,10 % après consolidation ;

- Banque nationale de Paris (BNP) :

* montant : 160 MF

* index de variation du taux d'intérêt : TMP, TAM ou T4M avec une marge de 0,15 % ou TIOP 1,3,6 ou 12 mois avec une marge de 0,10 % et une commission d'engagement annuelle de 0,05 % ;

B - Propose de délibérer en conséquence ;

Vu le présent dossier ;

Vu les circulaires ministérielles des 22 février 1989 et 7 février 1995 ;

Où l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Autorise monsieur le président à signer et à mettre en oeuvre, à compter du 1^{er} décembre 1995, les contrats de financement affectés aux dépenses d'investissement du budget principal (permettant à l'intérieur des exercices budgétaires, des remboursements et retirages comptabilisés aux comptes financiers avec consolidation spécifiquement autorisée en compte 16 en fin d'exercice au plus tard) avec les deux établissements financiers désignés, pour un montant total de 300 MF (140 MF BFCE et 160 MF BNP).

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,